

MALI

Les Américains prônent la relance du dialogue

Même si, après une hésitation prolongée, ils ont fini par apporter une aide logistique à la France qui guerroye au Mali, les Américains restent convaincus que la transition ne pourrait s'accomplir sans des négociations avec les groupes non-extrémistes dans le Nord. Le nouveau secrétaire d'Etat américain John Kerry l'a réitéré jeudi devant la commission du Congrès.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - En dépit des canonniers que la France a fait tonner depuis le 11 janvier dernier, suite à un appel au secours du pouvoir à Bamako, qui craignait alors une déferlante islamiste vers le sud, les Américains demeurent fidèles à leur position première par rapport à la crise malienne.

Le changement intervenu au niveau du département d'Etat, avec le remplacement d'Hillary Clinton par John Kerry, n'a d'aucune manière influé sur cette position qui se décline en la négociation avec les groupes non-extrémistes tout en luttant contre le terrorisme. «Nous exhortons le gouvernement (malien, ndlr) à poursuivre le processus de transition politique jusqu'à des élections et à accélérer les négociations avec des groupes non-extrémistes dans le Nord», a affirmé John Kerry.

Le secrétaire d'Etat américain interpelle le gouvernement malien parce que c'est à son niveau que se situe le blocage. Les intermédiations opérées à la fois par le Burkina-Faso et l'Algérie ont capoté suite aux tergiversations des autorités de transition à Bamako de formaliser le processus de dialogue politique.

En décembre dernier, Alger avait abrité une cérémonie de conclusion d'un accord entre le MNLA et Ansar Dine qui engageait leur disponibilité commune à participer à ce qui était appelé «dialogue inclusif».

Les attermolements de Bamako, conjugués à l'influence diplomatique des va-t-en-guerre, ont fini par déclasser l'option du dialogue politique au profit de l'intervention armée. Cependant, même avec l'engagement de la lutte militaire contre le terrorisme, notamment dans la ville de Gao où le groupe Mujao tente la résistance, le retour à un processus politique est impératif. Le porte-parole de John Kerry, Victoria Nuland, a évoqué la possibilité d'un scrutin vers la fin juillet, façon bien diplomatique de prendre acte de l'engagement du président malien par intérim Dioncounda Traoré qui avait affirmé qu'il espérait pouvoir appeler son peuple aux urnes avant fin juillet.

Jeudi, le ministre malien de l'Administration territoriale a confirmé que le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 7 juillet et le second tour le 21 du même mois. Il a précisé que les élections législatives se tiendront aux mêmes dates.

Ces rappels américains ne signifient cependant pas un désengagement quant au soutien logistique à l'effort de guerre français. John Kerry s'est, d'ailleurs, félicité jeudi de la réussite de l'intervention française. Ce qui n'a pas attendri le Congrès qui a reproché à l'administration Obama d'avoir été longue à répondre favorablement à la demande d'aide française. Ce n'est que lundi que le président américain Barack Obama a donné l'ordre d'allouer 50 millions de dollars à une aide militaire d'urgence. Une enveloppe destinée également au Tchad qui soutient l'armée malienne. Par ailleurs, à la date du 11 février, les avions-cargos C-17 avaient effectué 41 vols au profit de la France et du Tchad.

Dialogue politique : les conditions du MNLA

Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) a réitéré, dans un communiqué daté du 11 février, sa disponibilité pour un dialogue avec les autorités maliennes. Un dialogue auquel il pose cependant des conditions.

Le MNLA réclame un négociateur neutre, internationalement reconnu et agréé par les deux parties. Les négociations, que le MNLA souhaite immédiates, devront définir et fixer les conditions d'exercice de l'autorité, de l'administration et du développement de l'Azawad.

Le MNLA renonce, donc, à sa revendication indépendantiste. En effet, il a affirmé ne pas remettre en cause les frontières internationalement reconnues du Mali. Il réclame toutefois la reconnaissance de l'Azawad en tant qu'entité.

Le MNLA a souhaité, par ailleurs, que les négociations soient supervisées par des observateurs internationaux, la France, les Etats-Unis, l'ONU, l'UE, l'UA et l'OCI, a-t-il énuméré.

Le MNLA a souligné, également, qu'il ne veut pas de la présence de l'armée malienne dans les zones sous son contrôle, du moins pas avant la fin des négociations. D'ailleurs, il a dénoncé les exactions commises par l'armée malienne sur les populations.

Le mouvement a énuméré aussi un chapelet de revendications socio-économiques. Celles-ci ont trait à l'installation des structures de santé, à l'alimentation en eau potable, à la reprise de la scolarité et la fourniture de l'alimentation aux populations. Le MNLA a réclamé également un plan de développement pour l'Azawad, ainsi qu'un financement de ce plan qui sera coordonné par un coordinateur agréé par les deux parties.

S. A. I.

FOIRE NATIONALE DE L'OLIVE ET DE L'HUILE D'OLIVE À BOUMERDÈS

L'olivier, ce témoin millénaire de l'histoire, orphelin de bras ?

Comment réanimer une filière oléicole moribonde du pays ? C'est certainement la question que se sont posée le président Sadek Sabaoui et ses amis de la Chambre d'agriculture de Boumerdès avant de lancer les activités entrant dans le cadre de la première foire nationale de l'olive et de l'huile d'olive (du 14 au 18 février) à Aït Amrane, à 20 km à l'est de la ville de Boumerdès.

Au plan organisationnel, 76 exposants venus de 9 wilayas sont présents à cette première. Les organisateurs, soutenus par la wilaya et la Direction des services agricoles (DSA), de la même région, ont vu grand en rameutant diverses entités travaillant directement dans la filière ou dans le domaine agricole en général comme El Flissi Dahmane, propriétaire d'une pépinière à Corso de plans d'olivier, les centres de recherche dans le domaine agricole, les établissements financiers tels que la BADR ou la société Solar Energy Algerian, spécialisée dans l'économie de l'énergie et la fourniture d'équipements d'irrigation avec les panneaux solaires pour la production de l'énergie électrique. «Notre souhait est d'ouvrir un espace aux professionnels de la filière leur permettant par la même d'échanger leurs expériences mutuelles. De plus, la période choisie coïncide avec le mois de yennayer qui est un événement important de notre culture ancestrale», dira le président Sabaoui.

«C'est une initiative que nous renouvelleront pour tenter de développer d'abord la culture massive de l'olive et la production de l'huile d'olive pour

ensuite poser la problématique de la qualité de cette production», a estimé de son côté Mohamed Kharroubi, DSA de Boumerdès.

Dans le programme annexe à cette foire, inaugurée par Kamel Abbès, wali de Boumerdès, les organisateurs lancent un concours du meilleur producteur d'huile. Par ailleurs, plusieurs conférences en relation avec la culture de l'olivier, la production de l'huile d'olive et le recyclage des rejets provenant de la trituration (broyage) de l'olive ont été tenues.

Le visiteur de cette foire aura ainsi le loisir de discuter avec les producteurs de l'huile d'olive ou faire quelques achats de produits du terroir comme les figues sèches enrobées de chocolat noir de chez Abid Mourad, venu de Beni Maouche, dans la wilaya de Béjaïa, pour exposer, faire connaître et vendre 14 produits faits à partir de figues sèches.

Les autorités de la wilaya de Boumerdès ont pris une bonne initiative pour mettre au centre de l'actualité nationale la filière oléicole qui fait partie, rappelons-le, de l'héritage ancestral du pays. Est-ce suffisant pour la relancer ? Certainement pas.



Photo : DR

Les producteurs se contentent de ramasser les maigres récoltes

Héritage millénaire dilapidé

En effet, dans notre pays, la culture de l'olivier souffrant de problèmes complexes et multiples se meurt. Ailleurs, on en a fait un objet de fierté. Première difficulté, les millions d'oliviers du pays, une immense richesse renouvelable, se trouvent, à 90%, sinon plus, sur des parcelles identifiées comme étant dans l'indivision. C'est l'imbroglie foncier que nos ancêtres nous ont légué. Cette situation a paralysé le développement de la culture de l'olivier.

Les héritiers se contentent de ramasser les maigres récoltes, laissant les champs à la merci des broussailles. De plus, comme l'olivier ne nourrit plus, comme on dit, son homme, la relève se fait rare. Les jeunes s'intéressent, désormais, au gain rapide et facile.

Les feux naturels ou criminels et parfois découlant de la

lutte antiterroriste détruisent annuellement des milliers d'arbres centenaires. Les fellahs qui plantent sont rares, particulièrement dans le Tell. La liste des difficultés est encore longue.

Nos aïeux se retournaient sûrement dans leurs tombes au constat de ce que nous faisons d'un patrimoine inestimable et qu'ils ont entretenu et chéri durant des milliers d'années.

Méditerranéenne, l'Algérie a hérité de ce patrimoine comme tous les pays du pourtour méditerranéen. En Italie, en Espagne, en Grèce, en Tunisie et même en France, l'olivier est exhibé comme un étendard culturel et économique. Son huile est labellisée pour envahir l'Amérique et ramener des milliards de dollars.

Chez nous, à cause de l'absence d'une prise en charge et d'une stratégie claire de développement, nous le brûlons.

Abachi L.

HOCINE NECIB, MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU : «Nous avons à gagner la bataille de la gouvernance»

Pour le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, si la bataille de la mobilisation de la ressource a été gagnée, le défi à relever pour le secteur s'articule autour d'une meilleure gouvernance et d'une gestion rationnelle de la ressource disponible.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant hier devant les cadres de son secteur lors d'une réunion des directeurs des ressources en eau des wilayas, le ministre des Ressources en eau dira que les objectifs fixés n'ont pas encore été atteints, évoquant ainsi la nécessité de rationaliser la ressource mobilisée. «Nous devons venir à bout des contraintes, c'est un travail de longue haleine, mais je suis optimiste», a souligné, à cet effet, Hocine Necib.

Pour le ministre, parmi les objectifs que se fixe le secteur, figure la formation continue de son personnel, plus précisément des cadres. Il citera l'exemple de l'Algérienne des eaux et de l'Office national de l'assainissement qui peuvent profiter de l'expérience qu'apporte la gestion déléguée de la ressource hydrique et de l'assainissement par des entreprises étrangères. Après notamment Alger, Oran et Constantine, un avis d'appel d'offres sera lancé pour les villes d'Annaba et El Tarf pour qu'elles bénéficient de ce type de gestion.

Hocine Necib est également revenu sur la question du service public qui, selon lui, est une grande priorité. Il s'agira aussi,

selon le ministre, de couvrir les besoins de toute la population. Il a aussi annoncé que l'Algérie disposera à la fin de l'année 2014 de 84 barrages d'une capacité globale de 8,9 milliards de mètres cubes.

Les capacités de mobilisation actuelles sont de 7 milliards de mètres cubes pour 70 barrages sur le territoire national. Ceci alors que pour cette année, quatre barrages seront réceptionnés dans les régions de Sétif, d'Oum El Bouaghi et de Khenchela. Pour cette même année, la réalisation de deux barrages a été lancée à Batna et El Tarf.

Les réalisations du secteur pour cette année concernent aussi les stations d'épuration. L'eau épurée sera utilisée pour les besoins du secteur agricole afin d'économiser la ressource hydrique. Au cours de cette année, 25 000 ha seront

irrigués par les eaux traitées par les stations d'épuration. Les responsables du secteur ont aussi évoqué les difficultés qui entravent la réalisation des projets et qui se résument notamment en le non-respect des délais de réalisation, les difficultés dans les opérations d'expropriation et le manque d'entreprises locales capables de réaliser de grands projets.

Par ailleurs, le taux de remplissage des barrages est estimé à 70% sur le territoire national suite aux dernières précipitations. Il dira à ce propos qu'à l'ouest du pays, le taux de remplissage des barrages a dépassé celui des barrages du centre, ce qui est en soi une première, sachant que cette région est connue pour avoir subi un stress hydrique au cours des dernières années.

F.-Z. B.

SUITE À UN NOUVEL INCIDENT AU TOPPING 11 La raffinerie de Skikda est à l'arrêt

Décidément, la raffinerie de Skikda ne cesse de collectionner les incidents qui seront banalisés par les responsables habilités à communiquer.

Le dernier a eu lieu ce jeudi, aux environs de 16h15, à la nouvelle sous-station électrique Topping 11 de distillation atmosphérique, unité de production de gasoil, Naphta et kérosène. Le personnel a été sommé de rebrousser chemin et de rejoindre son lieu de travail, alors qu'il se dirigeait tout droit vers la sortie de la zone industrielle de Skikda. Le feu a été circonscrit, selon des sources concordantes, en une demi-heure, fruit de la collaboration des agents d'intervention de la raffinerie et de la FIR (force d'intervention de réserve) relevant de la DRIK (ex-EGZIK).

Pour le moment, les causes avancées sont liées à un court-circuit. Sans l'intention d'exagérer, il faut relever que le malaise est perceptible dans les faits et gestes du personnel de toute la zone industrielle. Les employés de la raffinerie de Skikda appréhendent, en effet, quant à eux, un cas similaire à celui vécu en 2004 au GL1K. A bon entendre.

Zaid Zoheir